

2^e ASSISES de la CULTURE



NIORT
UNE VILLE QUI
BOUGE!

www.vivre-a-niort.com

14 novembre 2009
petit théâtre Jean-Richard de 14h à 18h

2^e Assises de la Culture de la Ville de Niort



NIORT
UNE VILLE QUI
BOUGE!

www.vivre-a-niort.com

Sommaire

■ Edito	3
■ Introduction	4
■ La refondation de la politique culturelle	6
1 - Les premiers fruits de la concertation	6
2 - Nouvel air...	6
3 - Sur le devant de la Scène...	7
■ Niort, « ville qui bouge »	8
1- Le temps des arts dans la rue	8
2 - Le Piloni, exemple à suivre...	9
3 - Le Printemps toute l'année	10
■ Et demain ?	11
1 - Attention travaux !	11
2 - Partenariats si loin, si proche	11
3 - Des défis à la hauteur des enjeux	12
D'Assises en Assises...	13

■ Edito

Je mesure à sa juste valeur le chemin parcouru dans l'émergence d'une culture, de la culture, à Niort depuis l'an passé. Cet acte II des Assises est un point d'étape déterminant pour conserver notre ligne de conduite et nous mener plus loin encore. Le festival Téciverdi, dont la première édition se tiendra en juillet prochain, s'inscrit dans cette démarche d'expression de tous les Niortais, en valorisant le lien entre les hommes et la nature, la culture et l'environnement, les artistes et les scientifiques.

Pouvoir construire, avec la communauté d'agglomération, une politique culturelle volontariste et solidaire, tel est l'un des enjeux majeurs de notre territoire pour les années à venir.

Je sais pouvoir compter sur le savoir-faire des professionnels, la passion des amateurs, et réciproquement... Parce qu'à Niort, une culture, des cultures ne demandent qu'à rencontrer leur public. Vous. Eux. Nous.

Geneviève Gaillard
Maire de Niort
Députée des Deux-Sèvres

■ Introduction

Choses promises, choses dues... Le succès des premières Assises de la culture avait sonné comme un appel à renouveler ce temps d'échanges et de questionnements. Novembre 2009 sera donc une belle occasion d'interroger les mois passés et de sonder les années à venir. Rendre compte sans tabou des réussites comme des limites de notre action tout en tenant compte des suggestions et des initiatives qui contribuent de près ou de loin à cette « marque de fabrique » culturelle que nous appelons de nos vœux pour notre ville ; telle pourrait être l'enjeu global de cette nouvelle édition. Il n'est d'ailleurs pas inutile de rappeler ici les deux principaux objectifs que nous nous étions assignés l'an passé.

Extrait du Livret d'accompagnement des premières Assises de la culture (4 octobre 2008) :
L'organisation d'Assises de la culture répond à une double nécessité :

- Nécessité démocratique d'abord, car il s'agit de mettre d'emblée sur la table un document fondateur déclinant les grandes lignes de la politique culturelle pour les années à venir
- Nécessité méthodologique ensuite, car il s'agit de créer les conditions pour que toutes celles et tous ceux qui souhaitent s'impliquer dans une telle démarche, puissent au final s'y reconnaître.

A relire ces quelques lignes, on voit d'emblée qu'un premier point d'étape s'impose, afin non seulement de faire un premier bilan mais aussi d'approfondir la réflexion sur les chantiers en cours ou à venir (démocratisation culturelle, festival de la diversité "Teciverdi", communication culturelle...). Conscients que la vie culturelle n'est pas un long fleuve tranquille, il nous paraît légitime de nous donner les moyens de corriger le tir si des déséquilibres flagrants ou des manques patents se faisaient ressentir dans les différents choix opérés (temps long / temps court, centre-ville / quartiers, spectacle vivant / arts plastiques, innovations / continuités...).

Il est d'ailleurs intéressant de noter que tous ces chantiers ont d'ores et déjà animé les échanges du « Forum Culturel Permanent », autre engagement des Assises, fondé le 16 mars 2009 et réuni trois fois depuis (le 27 avril, le 15 juin et le 8 octobre 2009). Après tout, d'assises en assises, nous faisons aussi la preuve de notre capacité à faire de la concertation un levier essentiel de notre politique et de l'évaluation un garde-fou incontournable de nos pratiques.

A cet égard, il nous faudra aussi mettre en perspective notre politique culturelle. Les débuts d'une mandature coïncident généralement avec la déclinaison concrète d'un projet de Ville et il en est ainsi dans le domaine culturel. La constitution d'un service et les premières augmentations budgétaires consenties témoignent si besoin en était d'une authentique reconnaissance institutionnelle, prélude à une reconnaissance progressive (mais d'ores et déjà palpable) par les Niortais eux-mêmes. Reste qu'on n'efface pas d'un trait de plume vingt ans de léthargie et que nous partons, il faut quand même le rappeler, de très bas. Comme nous travaillons malgré tout dans un cadre budgétaire contraint, il s'avère donc nécessaire de mettre sur la table les défis qui restent encore et toujours à relever.



■ La refondation de la politique culturelle

1 - Les premiers fruits de la concertation

Afin de ne pas produire un document trop long, nous passerons très vite sur le travail de fond mené avec les différents acteurs culturels de la ville. Nous ne reviendrons pas ici sur le succès des premières Assises de la Culture (plus de 200 acteurs culturels présents), sur les premiers travaux du Forum culturel permanent (élaboration d'une charte de fonctionnement, définition des principaux axes de réflexion, ...).

Reste qu'il nous faut tout de même nous arrêter sur l'un des résultats les plus emblématiques de la concertation, à savoir : le dispositif d'aide aux compagnies professionnelles du spectacle vivant. Les précédentes Assises avaient clairement manifesté l'urgence d'une concertation visant : primo, à préciser nos attentes politiques et l'on retrouve dans ce dispositif d'aide, notre souci récurrent d'ancrer l'innovation artistique sur le territoire et dans un temps long ; deuzio, à harmoniser nos critères d'évaluation avec ceux ayant cours depuis quelques années au Département et à la Région ; tertio, à consolider l'emploi culturel et donc, la création, en donnant plus de visibilité (accroissement des conventions triennales) et plus de moyens financiers (l'enveloppe globale a été multipliée par deux) aux compagnies concernées.

Bien entendu, la concertation devra se poursuivre et donner lieu à de nouveaux dispositifs (dans le domaine de la formation notamment). Elle devra aussi s'approfondir afin que tous les acteurs culturels y trouvent leur compte. Leur implication dans le cadre du « Forum culturel permanent », des différents comités de pilotage (« Impro-Ados-Quartiers », Festival « Takavoir », « Piloni », ...) constituent autant d'encouragements à aller dans ce sens même si dans le domaine singulier du « jazz », les mêmes méthodes n'ont pas eu les mêmes effets.

2 - Nouvel air...

Avec le Camji, nous avons priorisé la reconnaissance physique d'un acteur essentiel sur le territoire (signalisation, enseigne) et l'insertion institutionnelle (« Nouvelles Scènes », « Forum culturel permanent », Festival « Takavoir »...) d'un maillon fondamental de notre politique en direction des Musiques Actuelles. A l'évidence, nous avons eu raison d'aller vite et d'investir pleinement ce champ à l'aube d'une réorientation des choix régionaux « le Temps des arts de la rue » devant laisser la place au « Temps des musiques actuelles » à moyens décroissants, il faut malgré tout le préciser). En jouant pleinement la carte de la concertation dans le cadre du PRMA (Niort fait partie des rares villes à financer cette démarche), nous escomptons bien faire avancer l'idée de coopération régionale dans les mois et années à venir.

Reste, malgré tout, une sorte de préalable qui, pour nous, demeure incontournable : la labellisation du Camji, comme SMAC à part entière. Les trois entretiens que nous avons eus avec l'État entre mars et juillet 2009 montrent que notre volontarisme en ce domaine pourrait finir par convaincre ; les mois à venir seront de ce point de vue décisifs ; surtout si l'on veut entrouvrir par la suite la porte des financements régionaux. En tous les cas, c'est sur ces bases qu'il conviendrait de redéfinir notre conventionnement avec le Camji en accentuant une implication financière conditionnée à l'approfondissement de l'insertion sur le territoire de la structure ainsi qu'à la pérennisation des emplois culturels dont bon nombre demeurent des emplois aidés.

3 - Sur le devant de la Scène...

Avec la Scène Nationale, nous avons surtout priorisé, contexte oblige, l'adossement du Centre national des Arts de la Rue à la fois pour des raisons idéologiques (au sens noble du terme) – à savoir réinscrire ce champ artistique dans le cadre des objectifs culturels de cette institution – et pour des raisons stratégiques – à savoir garantir la pérennité du label « Scène nationale » auprès de la tutelle ministérielle dans le cadre d'entretiens de Valois finalement assez brumeux et de conférences régionales à venir toutes aussi énigmatiques.

Reste que les grands chantiers en ce domaine sont à venir. Le premier étant, à n'en pas douter, l'écriture d'un authentique projet d'établissement qui serait la base d'une convention quadripartite triennale entre le « Moulin du Roc », l'État, la Région et la Ville. Une première à l'échelle régionale qui, là aussi, traduirait la responsabilisation nouvelle des tutelles à l'égard d'une structure incontournable dans le cadre d'une politique de démocratisation culturelle.

Le deuxième grand chantier, c'est, bien évidemment, la rénovation du site... Le Fort Foucault a ouvert la voie, Boinot l'a crédibilisée ; ne reste plus qu'à tout mettre en ouvre pour que tous les Niortais s'approprient effectivement ce cour patrimonial et culturel de la ville. Voici un défi qui, pour le coup, n'a rien d'anecdotique.



■ Niort, « ville qui bouge »

1 - Le temps des arts dans la rue

Difficile de ne pas détourner ce vocable régional à l'heure où le CNAR pose ses valises à Niort... Nous avons donné le ton dès la campagne électorale et confirmé dès les Assises : les arts de la rue comme un des trois champs artistiques prioritaires de la Ville... En novembre 2008, dans le cadre des « Chantiers d'artistes », Clément Briend laissait trois bougies vidéo projetées se consumer sur les façades de la rue Victor Hugo... En décembre Carabosse posait son Filoscope au pied du donjon... Le ton était donc donné pour l'année 2009 ; les arts de la rue allaient prendre toute leur place dans le cadre global de la politique municipale participant à la fois à la requalification générale du centre-ville et s'intégrant pleinement à la logique de piétonnisation de celui-ci... Ainsi, le 20 juin 2009, une vingtaine de compagnies, SNOB en tête, ont battu le pavé libéré de la voiture avec en point de mire l'installation du CNAR sur Boinot... Le centre-ville à deux têtes prenait forme et la Sèvre s'imposait comme le cour patrimonial et culturel de la ville...

Le Donjon allait donc lui aussi devenir l'écrin de cette politique et offrir ses Nuits estivales à des arts forcément magnifiés par un tel fond de scène. Le 21 août 2009, la Nuit est même devenue romane témoignant de la réalité des liens tissés en ce domaine avec la Région. Bien sûr, toutes ces propositions artistiques nouvelles ne sauraient faire oublier le savoir-faire des Clowns réunis en Très grand Conseil et la résidence marquante des « Très grandes Personnes » dans le cadre du partenariat avec Aire 198.

Cette résidence a d'ailleurs eu le mérite de nous rappeler à nos devoirs de campagne et à l'impérieuse nécessité d'accentuer dans les mois à venir ce que nous avons appelé, lors des dernières assises, la démocratisation culturelle à l'échelle du quartier. Pour ce faire, nous comptons bien entendu nous appuyer sur l'outil « CNAR ». Rappelons que depuis le 5 septembre 2008, nous ne cessons de réaffirmer auprès de toutes les tutelles, auprès de tous les acteurs, les priorités qui doivent, selon nous, guider l'installation du Centre. Conduit dans la concertation avec les acteurs culturels, le CNAR doit être au service de la production et de la diffusion faisant la part belle aux émergences artistiques et aux jeunes compagnies. Il doit faire de la coopération entre les collectivités territoriales, une des clés de son succès. Enfin et surtout, il doit être ouvert sur la Ville, en lien avec ses habitants et son territoire, en phase avec son architecture et son patrimoine.

Le CNAR doit donc aussi se penser à l'échelle du quartier, ménager des passerelles avec les acteurs locaux (CSC, Centre de loisirs, écoles, conseils de quartiers...) et accueillir des projets où l'inscription dans le territoire n'est pas un vain mot.

A cet égard, des signes forts devront être donnés dès la fin de l'année (« Kumulus » sur Saint-Florent-Goise et « Le Sablier » sur Champommier-Champclairot). Mais le CNAR ne saurait être le seul levier d'une politique culturelle à l'échelle du quartier. Nous devons très rapidement tisser des liens nouveaux avec les conseils de quartier qui, de toute évidence, rejoignent nos propres préoccupations lorsqu'ils décident d'étendre leurs prérogatives au champ culturel (Souché, Saint-Liguair, Saint-Florent, Centre-ville...). A ce propos, la requalification du Centre-ville constitue une belle occasion pour l'ensemble des arts de jouer leur partition dans le cadre du réaménagement des espaces publics.

2 - Le Pilori, exemple à suivre...

Ici, la transition se fait naturellement avec les arts visuels, deuxième champ prioritaire de notre politique, longtemps parent pauvre des ambitions culturelles de la Ville et pourtant maillon essentiel d'une présence durable et féconde de l'art dans la cité. De ce point de vue, les « Chantiers d'artistes » avaient en novembre dernier ouvert la voie. Les Spont's de Zarko avaient étreigné 2009 et, en mai dernier, le Pilori offrait ce qui manquait tant sur la ville, un espace prestigieux dédié aux arts visuels et considérant chaque vidéaste, chaque photographe, chaque plasticien comme un authentique professionnel. Le lieu se devait donc, d'être exemplaire, en terme de droit social. Après une table ronde avec les plasticiens, après la rédaction concertée avec le SNAP-CGT d'une charte sur le droit de présentation publique des œuvres, après la définition d'un projet (un artiste, un lieu, un mois), le Pilori pouvait à nouveau ouvrir ses portes.

Si le Pilori est un beau projet, il ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. Dans le domaine des arts visuels, beaucoup reste à faire et là encore, des signes clairs devront être donnés d'ici la fin de l'année auprès d'acteurs que nous avons jusque là, faute de temps, trop largement ignorés.

Ainsi en est-il du graff, activité artistique pourtant essentielle dans une ville qui veut donner toute sa place aux arts de la rue... A l'évidence, si nous pouvions d'ici la fin de l'année réunir l'ensemble des graffeurs locaux avec en point de mire immédiat ou presque un beau projet fédérateur ; disons que nous aurions pris le bon chemin... A ce propos, le CNAR s'installe provisoirement dans ce que beaucoup considèrent comme une verrière urbaine... Comme le provisoire risque de durer jusqu'à la fin de la mandature, pourquoi ne pas, dès maintenant, faire de cette « grande surface » un vaste support fédérateur ?

A plus long terme, les arts visuels devront être plus systématiquement associés à l'urbanisme local et les résidences d'artistes plus développées. Pour ce faire, la question des moyens financiers se posera à nouveau. Aujourd'hui, le Fort Foucault affiche complet ; il faut dire que 17 places d'accueil à l'échelle d'une ville de 60 000 habitants,

c'est pour le moins limité surtout avec des besoins grandissants (impact du CNAR). De ce point de vue, la Maison Pérochon pourrait constituer un très bel espace de résidence et de travail. Compte tenu de l'amoncellement des factures d'hôtellerie, de la nature de la donation, de l'état actuel de la maison, prioriser à terme sa rénovation serait faire preuve de raison.

3 - Le Printemps toute l'année

Troisième champ prioritaire défini lors des Assises, les musiques actuelles constituent un levier essentiel de la démocratisation culturelle. En accueillant, le 17 février dernier, les concertations territoriales pour les musiques actuelles et en s'impliquant financièrement dans le PRMA, la municipalité faisait plus qu'apporter sa pierre à la coopération régionale ; elle signifiait un engagement durable autour de trois axes constitutifs de sa politique (l'innovation, la coopération et la démocratisation).

Avec « Nouvelles Scènes », la nouvelle programmation musicale de la Foire Expo, la Créateuf, Niort fut même, le temps d'un Printemps, la capitale régionale des musiques actuelles. La saison exceptionnelle du Camji, le succès inégalé en terme de fréquentation des Jeudis confirment que même si les hirondelles ne font pas le printemps, c'est bien, malgré tout, une marque de fabrique qui se met en place.

Rendre visible les artistes émergents, rendre accessibles les concerts par la gratuité ou par des tarifs pour le moins mesurés, fédérer les acteurs autour de projets communs (comme par exemple pour la résidence d'El Hadj N'Diaye aux Brizeaux, mai 09), améliorer l'environnement logistique des concerts (comme pour les Jeudis avec, entre autres, une scène surélevée, une nouvelle sonorisation,... juillet/août 09) ; bref, travailler tous les paramètres qui permettent d'inscrire une politique dans le temps long et de ne pas réduire l'approche des musiques actuelles au seul critère de diffusion.

En ce domaine d'ailleurs, beaucoup de chemin reste à faire. A l'évidence, les résidences d'artiste doivent être amplifiées et le jeune public ne doit pas rester à l'écart d'une offre et de pratiques qui lui sont parfaitement accessibles. Il ne faudra pas hésiter à re-questionner jusqu'aux formules qui marchent. Ainsi, remettre à plat « Nouvelles Scènes » en mars 2010, en accentuant l'orientation jeune public et les résidences d'artistes dans les quartiers, demeure parfaitement imaginable.

Bien sûr, l'ancrage de certains rendez-vous (comme la guinguette du Clou-Bouchet par exemple), l'avènement de nouvelles formules (les Jeudis « jazz » du Bar du Marché par exemple) témoignent d'une certaine émulation dont on ne peut que se réjouir. Reste que, si dans le domaine de la diffusion, les choses progressent, il n'en va pas de même dans les domaines de la création et de la formation. La saturation des studios de répétition, l'absence de dispositif de soutien aux écoles de formation, l'insuffisance des liens tissés avec le conservatoire doivent donner lieu à des réponses nouvelles. L'aménagement de Du Guesclin ainsi que le festival de la diversité biologique et culturelle constituent de ce point de vue deux pistes à creuser et ce, dès 2010.

■ Et demain ?

1 - Attention travaux !

L'an passé, nous avons déjà tiré la sonnette d'alarme sur l'état du patrimoine culturel de la Ville. L'inertie historique confrontée à la réalité des capacités financières de la Ville allait conduire nécessairement à des choix qui, à défaut d'être pleinement satisfaisants, se devaient d'être cohérents. Le budget de mars dernier a d'ailleurs été l'occasion d'apporter des réponses significatives en ce domaine. En doublant l'investissement en direction du patrimoine culturel, nous avons pu prioriser certains dossiers (aménagement du Patronage Laïque, rénovation extérieure du Théâtre Jean Richard, restauration du Fort Foucault).

Au royaume de l'urgence, il convenait de faire des choix réfléchis et assumés. En définissant un cahier des charges des plus stricts, nous avons ainsi contribué à céder la Maison de la Vierge à des particuliers impliqués dans la vie culturelle locale. Dans le même temps, le grand chantier de la requalification du site des usines Boinot a pu être lancé au conseil municipal du 6 juillet 2009.

Si les sommes en jeu sont difficilement comparables avec ce qui précède, il n'en demeure pas moins nécessaire de placer la Maison Pérochon (rénovation intérieure) en tête de liste des chantiers à venir sachant que le centre Du Guesclin (futur pôle de formation culturelle du territoire - conservatoire, ludothèque, école d'arts plastiques,...) et le Carmel nécessiteront aussi, le moment venu, des travaux.

Boinot étant, et de loin, l'investissement global le plus lourd, il devra nécessairement être étalé dans un temps qui ne pourra se réduire à celui de la mandature. Projet emblématique de la municipalité, il ne peut être qu'à l'image des priorités politiques de celle-ci : respectueux du patrimoine et de l'environnement, et innovant en termes architectural et urbain.

2 - Partenariats si loin, si proche

Au chapitre des satisfactions de l'année écoulée, il y a aussi ce qui se voit moins mais qui demeure essentiel à l'ancrage dans le temps long d'une politique ; à savoir, les partenariats. Dire que les liens tissés avec la Région ont été multiples relève de l'euphémisme (Créateuf –mai 2009 -, 15 ans du Snob – juin 2009 -, Nuits romanes – août 2009 -, ...). Dans un contexte politique et financier problématique, la Ville a aussi largement accru ses relations avec l'Etat. Avec la Drac, les échanges ont logiquement porté sur les questions patrimoniales et certains dossiers ont d'ailleurs connu des avancées significatives (co-financement d'une étude de programmation sur le devenir des collections des Rurales, suivi du recrutement d'un programmateur culturel et scientifique d'ici la fin de l'année ; réinscription du patrimoine culturel de la Ville

dans les programmes de restauration - comme par exemple la restauration des vitraux de l'Église Notre-Dame -). Bien entendu, c'est dans le domaine des arts de la rue que le triptyque Etat-Région-Ville a fonctionné avec le plus d'efficacité.

Le CNAR semble d'ailleurs un cas d'école pour développer des partenariats qui restent encore à tisser ou à renforcer. L'entrée du Conseil Général des Deux-Sèvres et l'implication d'Aire 198 dans le comité de pilotage du CNAR sont, à cet égard, des signes tangibles et pour le moins positifs de coopérations nouvelles en ce domaine.

En terme de partenariats avec le privé, c'est le Festival du film numérique (« Takavoir ») qui constitue un cas d'école puisque nous partageons avec la SMACL l'essentiel du financement de cet événement. Il s'agira d'ailleurs à travers cette nouveauté de poursuivre trois objectifs de fond : inscrire les adolescents dans la politique culturelle, promouvoir les arts visuels et poser les bases d'une éducation à l'image numérique et animée sur la ville.

Si, dans le domaine des partenariats, les avancées ont été significatives, on ne peut pour autant se satisfaire de liens encore trop distendus avec l'agglomération. Et pourtant, la nécessité de poser dès aujourd'hui les premières pierres de ce qui devra constituer demain une politique culturelle de bassin demeure encore et toujours d'actualité. A bien des égards, convaincre de la nécessité d'un diagnostic culturel partagé, définir à partir de là des axes prioritaires et en déduire les moyens financiers et humains n'a rien d'insurmontable.

3 - Des défis à la hauteur des enjeux

Parmi les belles images de l'année écoulée, on retiendra certainement les 15 ans du SNOB et le final magique du « Titanik Theater » sur la place de la Brèche (20 juin 2009), lointain écho des girafes rouge de la Compagnie Off (21 juin 2008). A des années lumières de ce type d'approche événementielle, se retrouvent d'autres initiatives qui méritent très largement d'être rappelées à nos bons souvenirs.

Parmi elles, figurent les « IAQ » (« Impro-Ado-Quartiers »). 5 mois d'ateliers autour de l'improvisation théâtrale encadrés par les professionnels d'Aline, plusieurs lycées et CSC impliqués, un final sous chapiteau dans l'antre du lycée Paul Guérin (26 mai 2009), la reconnaissance de la DDJS et une expérience formidable pour des dizaines d'adolescents. Les « IAQ » ont convaincu et sont appelés à s'étendre dans les années à venir à d'autres quartiers et à d'autres pratiques artistiques.

Bien entendu, nous avons là un défi parmi d'autres. Approfondir nos choix en faveur des arts visuels et des musiques actuelles, accompagner au plus près le développement du CNAR, faire du festival de la diversité biologique et culturelle un grand et beau moment d'éducation populaire, transformer le centre Du Guesclin en pôle de formation culturelle, donner plus de place au livre dans notre politique globale et ce, même si nous sommes là, aux frontières de nos compétences culturelles.

Reste l'Arlésienne de la communication culturelle qu'il nous faut encore et toujours travailler si l'on ne veut pas que les questions propres à la transmission de l'information culturelle finissent par nuire trop sévèrement à la reconnaissance de ces mêmes initiatives culturelles. Tous ces défis sont bien entendu à la hauteur des enjeux démocratiques, sociaux et économiques soulevés par toute politique culturelle. Rappelons à ce propos l'ambition définie par Geneviève Gaillard lors des dernières Assises de la Culture : « Redonnons à Niort, ensemble, une culture de la culture ».

D'Assises en Assises...

A la lecture de ces quelques pages, chacun pourra juger par lui-même de ce qui a d'ores et déjà été accompli et de ce qui demeure devant nous. Chacun pourra relire le programme de la majorité et le confronter à l'épreuve des faits, pointant, ici et là, les manques et les ajouts. Chacun pourra déterminer si la mise en place de nombreux espaces de concertation relève du gadget ou si, au contraire, ils contribuent à l'implication effective d'acteurs culturels toujours plus nombreux.

Si nous devons pointer la principale limite de notre politique, nul doute que l'action culturelle serait visée. Convaincre tous les opérateurs culturels de sa légitimité (CSC, conseils de quartier...), résister aux vertiges de l'événementiel, faire coïncider les objectifs que l'on poursuit (éducation populaire) avec les moyens que l'on se donne (en termes de compétences, de finances, de méthodes) ; nous avons là autant d'ambitions qu'il nous faut traduire dans les faits. Reste qu'avec un service culturel en état de marche, avec le choix assumé de la concertation dans le temps long, avec la définition d'outils nouveaux (l'achat d'un chapiteau, l'ouverture d'une nouvelle salle de danse,...), nous avons là plus que des pistes à explorer... A bien des égards, c'est une marque de fabrique qu'il nous faut imaginer.

